



Parmi les 702 juges que compte la Belgique, 394 (soit 56 %) sont des femmes, selon une réponse du ministre de la Justice Stefaan De Clerck à une question écrite de Bert Anciaux (SP.A). © SYLVAIN PIRAUX.

Parti / Des politiques éminents appellent le formateur à opérer un virage au centre

Elio Schröder, Tony Di Rupo...



L'ESSENTIEL

- De Croo, Vande Lanotte le disent : Di Rupo doit faire du Gerhard Schröder, du Wim Kok, du Tony Blair...
- Fondé ? Abusif ?
- L'analyse de deux politologues, Pascal Delwit et Pierre Vercauteren.

ANALYSE

Alexander De Croo, Charles Michel, Johan Vande Lanotte : tour à tour, en interview ou lors de propos publics, les présidents libéraux et l'ex-vice-Premier SP.A ont exhumé les figures de l'Allemand Gerhard Schröder, de l'Anglais Tony Blair ou du Néerlandais Wim Kok pour tracer leur profil idéal du futur locataire du « Seize » et qualifier l'entreprise d'assainissement et de réformes qui l'attend. De surcroît, dans son communiqué, jeudi (*Le Soir* de vendredi), où il recadrerait l'objet de sa mission, l'informateur plaiderait

en faveur d'un exécutif qui ne serait, écrivait-il, ni de gauche ni de droite. De quoi recoller à la première idée, celle d'un chef de gouvernement à la Schröder, à la Blair, à la Kok, qui passent pour des socialistes qui ont « osé » un temps se muer en pères-la-ri-gueur et en réformistes libéralisants (à bon escient ? un lourd débat à gauche, jamais tranché).

Vrai, tout cela ? Faux ? Comparaisons fondées ? Abusives ? Deux politologues nous aident à séparer le bon grain de l'ivraie : Pascal Delwit (ULB) et Pierre Vercauteren (Fucam, à Mons)...

1 Logique, et créativité. « Plus personne n'a la boussole, idéologiquement, pour décoder notre époque et fournir des réponses globales. D'où, légitimement, le "ni gauche ni droite", ainsi que l'évocation d'acteurs politiques tels que Schröder, Blair ou Kok », explique Pierre Vercauteren, pour qui ces comparaisons ne sont donc pas insensées. Il étaye : « Les années 80 et 90 furent celles de la remise en cause du poids de l'Etat et des modèles sociaux-démocrates, et elles ont laissé place, après les crises financières, à

la remise en cause des modèles néolibéraux. Aucun des deux camps ne peut prétendre pouvoir répondre de façon articulée aux quatre grands enjeux : notre rapport à l'économie et aux finances, à l'environnement, à la sécurité, à l'interculturalité. Depuis la guerre froide, nous sommes démunis idéologiquement, en "recherche de sens", comme l'écrit le sociologue Zaki Laïdi... »

Retour au pays : cette « recherche de sens » justifie, selon Pierre Vercauteren, « que l'on se tourne vers des personnalités qui ont été capables de poser des actes immédiats dans une perspective longue ; je pense à Schröder et à son "agenda 2010" de réformes économiques, par lequel il s'est sacrifié électoralement, tout en créant les conditions d'un rebond ultérieurement pour l'Allemagne ».

Le politologue des Fucam voit dès lors un chef de gouvernement qui devra « faire fi des classiques », être « créatif idéologiquement ». Et ajoute, plus prosaïquement : « Du reste, il faut tenir compte du paysage politique belge global : le centre de gravité s'est déplacé au centre droit pour le moins, ce qui justifie là encore

que, dans un système politique où il faut faire des coalitions, certains, comme les libéraux, indépendamment des calculs et tactiques, interpellent la tendance sociale-démocrate du PS, pas celle ouvriériste, plus radicale. Un compromis sera le fait de cette tendance, ou il n'y aura rien. »

2 Piège, et difficultés. Pascal Delwit, lui, relativise. Il ramène

« On voit bien que la question sous-jacente est : le PS peut-il assumer ce que l'on appelle la "rigueur" ? » Pascal Delwit, politologue (ULB)

à l'incontournable : le combat politique.

Pour le politologue de l'Université libre de Bruxelles, « il faut constater que ces conseils à Di Rupo et au PS viennent pour l'essentiel d'acteurs libéraux, donc d'adversaires politiques, et ne pas oublier que les partis des trois leaders cités, Schröder, Blair et Kok, ont payé cher électoralement en définitive leurs options... Ce qui n'a pas dû échapper à Elio Di Rupo. » Voilà pour la lecture tactique.

Quant au fond : « Clairement,

il y a là derrière l'idée de sortir d'une social-démocratie keynésienne ou néo-keynésienne pour une "troisième voie" plus libérale s'ouvrant à la réforme du marché du travail, à la diminution des dépenses publiques, etc. Même si c'est aller un peu vite de réduire un Tony Blair à un "tournant libéral" car, lors de ses 2^e et 3^e mandats, il avait réinvesti dans l'édu-

res, augmenter l'âge de départ à la pension, j'en passe... Une pression très forte qui intervient au moment où les formations socialistes sont très en difficulté, dernièrement en Espagne et au Portugal. Une mauvaise passe, qui complique la tâche. »

Pascal Delwit conclut : « Quoi qu'il en soit, ne nous braquons pas sur la comparaison avec des Blair ou des Schröder... Elio Di Rupo n'a pas les moyens de "porter" une politique gouvernementale à lui seul : nous sommes en Belgique et le PS n'est jamais que le premier parti francophone... C'est tout. En fait, on aura droit, plus classiquement, à un - toujours présumé... - gouvernement à composantes de droite et de gauche qui auront - en plus de la réforme de l'Etat, autre problème - à procéder à des arbitrages en permanence dans le domaine socio-économique, en l'occurrence pour faire face aux conséquences budgétaires de la crise financière ainsi qu'au défi du vieillissement démographique. »

Dites : le compromis à la belge. Qui fut un modèle lui aussi. Une « troisième voie » à notre façon. Jadis. ■

DAVID COPPI



CONSEILS d'amis ? Entre calculs et bonne foi, le formateur jugera. © B, AFP, AP, EPA.



TONY BLAIR

Fondateur du « New Labour » (le « nouveau » parti travailliste), il fut Premier ministre du Royaume-Uni entre 1997 et 2007, à trois reprises consécutivement. Il lança, avec Anthony Giddens, le concept de « troisième voie », désignant la social-démocratie matinée de libéralisme.



WIM KOK

En 1994, Wim Kok forme la première coalition « violette » aux Pays-Bas, avec les libéraux et les réformateurs. Reconduit en 1998, il démissionne en 2002. Il est reconnu comme l'initiateur du « modèle du polder », une forme de troisième voie à la Tony Blair, alliant étatisme et libéralisme.



GERHARD SCHRÖDER

Elu chancelier, contre Helmut Kohl, en 1998, il dirige une coalition rouge-verte. Qui sera relancée en 2002. Et défaite en 2005, ouvrant la voie à Angela Merkel. Lors de son second mandat, face à la hausse du chômage et aux mauvaises perspectives économiques, il conçut l'« agenda 2010 », un paquet de réformes libérales de l'Etat providence visant à retrouver la croissance et la compétitivité.